

N o t i c e

1947

Entretien avec le professeur Somari  
vendredi 18 juin, de 9 h.15 à 11 h.

-----

Nous avons abordé les sujet suivants :

- 1) Situation générale toujours très inquiétante. Une guerre est à prévoir d'ici quelques années, probablement dans un ou deux ans. Elle n'est point désirée aujourd'hui, mais sera la conséquence du développement des armements. Ni l'affaire de Berlin, ni la question de Palestine ne constitueront des cas de guerre.
  
- 2) La situation de l'Angleterre est catastrophique. Une banqueroute est inévitable. Il eût été préférable de prendre les mesures nécessaires il y a trois ans, à la fin de la guerre. Un changement du gouvernement n'améliorera pas la situation. Le gouvernement actuel s'est mis dans une situation impossible en procédant à des réformes sociales à un moment où il aurait fallu abaisser le niveau de vie. L'URSS est le seul pays qui a su réduire au strict minimum les conditions de vie des peuples soviétiques. Les Etats-Unis se rendent compte de la situation précaire de l'Angleterre. C'est une erreur de leur part de leur fournir de l'argent et des crédits avant la banqueroute. Ces fonds auront été gaspillés lorsque la banqueroute se produira. Les Etats-Unis éprouveront quelque amertume de voir que le plan Marshall n'aura pas pu l'empêcher et cela ne les encouragera pas à continuer à leur aider. Les Etats-Unis ont

voulu empêcher que pendant la même année l'Angleterre ne perde les Indes en étant en faillite.

- 3) La situation de l'Allemagne apparaît comme sans issue. La politique des Alliés, en particulier des Etats-Unis, à l'égard de l'Allemagne est absurde. Elle s'appuie sur ces éléments fragiles qui sont les restes d'anciens partis: socialiste et catholique, alors qu'il faudrait baser cette politique sur une idée à laquelle tous les Allemands puissent se rallier. Le temps sert la cause des Russes qui apparaîtront de plus en plus comme les champions de l'unité allemande.
- 4) La situation de la France et de l'Italie est un peu meilleure que celle de l'Angleterre au point de vue économique et financier. Il est cependant difficile de dire si l'amélioration qui s'est produite est durable.
- 5) Il manque à l'Europe aujourd'hui des hommes politiques capables et à la hauteur des circonstances. Seuls les Russes en ont quelques-uns.
- 6) La politique américaine est incohérente. Marshall n'est pas le maître du Département d'Etat. La politique est faite par quelques-uns de ses collaborateurs qui sont opposés à lui dans certains problèmes, comme celui de la Palestine. Le Département d'Etat faisait une politique pro-arabe. On en veut à Marshall de s'être laissé imposer le changement d'attitude favorable aux Juifs, voulu par le président Truman pour des motifs électoraux.

Il n'est pas désirable que M. Vandenberg soit nommé président, en raison de son état de santé très précaire. S'il était nommé, M. Dewey serait peut-être vice-président. Il a également de la chance d'être nommé président à défaut de Vandenberg. Taft a relativement peu de chances. Il est considéré comme trop conservateur.

Quant à Stassen, il est trop jeune et Américain de trop fraîche date. Son père est venu de Bohême aux Etats-Unis. Il n'est pas encore considéré comme Américain cent pourcent. M. Dewey ne serait pas un très bon président du point de vue de la politique extérieure, domaine qu'il ne connaît pas. Il est vraisemblable que si le général Marshall abandonnait le Département d'Etat sous la nouvelle présidence, son successeur sera Foster Dulles, l'homme de la grande industrie avec des tendances d'hégémonie économique en Europe et en particulier en Allemagne.

- 7) La situation économique aux Etats-Unis commence à devenir moins bonne. Sans les commandes d'armement, certaines usines auraient été obligées de fermer leurs portes. Il n'est pas exclu qu'une crise se produise. Elle a des chances d'être retardée par le programme d'armement et par le plan Marshall.
- 8) La position de la Suisse aux Etats-Unis est assez faible. Notre légation manque des contacts nécessaires. M. Bruggmann est sérieusement handicapé par le fait que Wallace est son beau-frère et qu'ils ont des rapports de famille étroits. On ne donnera donc pas de renseignements particulièrement intéressants sur des sujets délicats, dans la crainte que le secret ne soit pas gardé vis-à-vis de Wallace. En dehors du ministre, il n'y a pas de personnalités suffisantes, il en faudrait au moins 3 à 4 pour défendre nos intérêts comme il conviendrait et rétablir les contacts nécessaires. M. Burckhardt serait le ministre idéal. M. Ruegger serait également très bien. M. Naef aurait certaines des qualités nécessaires et serait excellent dans une période normale, mais la formation politique lui fait défaut. Actuellement, Washington est de beaucoup le poste le plus important et devrait être repourvu à l'occasion du changement du président.

- 9) M. Somari considère qu'il serait très utile et même indispensable que je me rende aux Etats-Unis pour voir le nouveau président quelques mois après son élection, par exemple dans le courant du printemps prochain. On est sensible à Washington à de telles visites. Un entretien avec le président permettrait de faire comprendre notre situation et aurait pour conséquence le règlement presque automatique de toutes les difficultés que nous avons actuellement avec les Etats-Unis. M. Somari est revenu à plusieurs reprises sur la nécessité de ce voyage au cours de la conversation. Il admet que cela pourrait impliquer également un voyage à Moscou. L'entretien avec le président faciliterait nos rapports avec les Etats-Unis et préparerait l'avenir dans l'éventualité d'une nouvelle guerre.
- 10) Vis-à-vis du plan Marshall, nous devrions avoir un observateur à Washington plutôt qu'à Paris. Le fait que nous sommes parmi les seize Etats qui bénéficient de l'aide américaine nous met dans une situation fautive puisque nous ne demandons rien. Nous devrions essayer de nous mettre du côté américain et de former avec eux une équipe qui aiderait leur. M. Somari envisage que pour passer d'un camp dans l'autre, il nous faudrait aussi accorder des crédits aux Etats européens. Personnellement, j'envisage que si nous pouvions passer du côté américain nous pourrions invoquer, pour justifier cette nouvelle position, les crédits que nous avons déjà accordés, et renoncer pour un temps au remboursement de ces crédits, aux conditions prévues par les accords conclus avec les pays qui sont nos débiteurs.

A Washington, nous devrions être tenus au courant, plus que nous <sup>ne</sup> le sommes actuellement, de tout ce qui se prépare dans le domaine de l'aide à l'Europe pour pouvoir, si possible, en prévenir à temps.

- 11) Problème des avoirs allemands. M. Somari approuve l'intention que j'ai de résister aux prétentions alliées. Il pense que ce problème n'intéresse que médiocrement les Américains qui ne sont pas intéressés au premier chef aux réparations.
- 12) Avoirs suisses bloqués aux Etats-Unis. D'après les renseignements donnés à M. Somari, probablement par la Banque Nationale Suisse, il ne restera au 1er septembre que 50 millions de dollars environ non-certifiés. Cela provoquera une vive déception et un véritable scandale aux Etats-Unis où on nous accusera d'avoir fait disparaître ces avoirs de manière irrégulière. Nous devrions préparer l'opinion des Américains à ces faits avant qu'ils ne soient connus.
- D'autre part, les autorités américaines sont renseignées sur un projet des banquiers genevois de créer une banque à Montévidéo, dans laquelle seront transférés des avoirs se trouvant actuellement aux Etats-Unis. Le gouvernement américain a été renseigné par les autorités <sup>uruguayennes</sup> ~~para-~~guayennes. Cette idée est malheureuse et risque d'avoir des conséquences fâcheuses.
- 13) Indemnité due à la Suisse pour le bombardement de Schaffhouse. Cette question est absolument indépendante des difficultés que nous avons avec les Etats-Unis dans d'autres domaines. Le Département du trésor n'est certainement pas intervenu pour s'opposer au paiement de l'indemnité. Il s'agit simplement d'une question considérée comme accessoire par le Congrès qui est surchargé d'affaires, et qui renvoie celles qui ne l'intéressent que médiocrement. Cet objet sera sans doute repris par le Congrès à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine. Il n'y a pas lieu de voir dans ces renvois successifs un geste inamical de qui que ce soit à l'égard de la Suisse. Ceux qui connaissent la pratique du Congrès en matière budgétaire savent que souvent une décision n'est prise sur un crédit sollicité qu'avec un retard de plusieurs années.

- 14) Le capitalisme et le socialisme sont condamnés en Europe. Ce qui manque à celle-ci, c'est une idée à opposer au communisme. Les Américains ne possèdent pas non plus cette idée et se font des illusions en s'imaginant qu'elle peut être remplacée par des dollars.

*h. h.*